

Affaire du CD de rap

La cour d'appel de Paris a relaxé, le 3 avril dernier, un rappeur ainsi que deux employés de la ville de Bobigny qui avaient été condamnés en 2007 pour diffamation et injure en raison d'une chanson de rap sur la police. Le CD qui la contenait, enregistré à Canal 93, avait été distribué avec un agenda citoyen remis à 4.000 élèves de la ville. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Dominique de Villepin, avait alors porté plainte. Pour Abdel Dieng, chargé de programmation à Canal 93 et l'un des deux employés poursuivis, cette relaxe représente un soulagement : "Nous sommes très heureux que justice ait été enfin rendue. Cela rend hommage à notre travail et à tous ceux qui étaient impliqués dans ce projet." Catherine Peyge, qui participait mardi dernier à Paris, à la conférence de presse de lancement du Grand Slam national – qui aura lieu à Bobigny fin mai – s'est félicitée de cette décision. Elle en a profité pour souligner que "même si cela nous a valu quelques soucis par le passé, notre ville continuera à aimer les mots, à jouer avec eux et surtout à ne pas en avoir peur".